

Newsletter

October 2020



IMPOSITION D'APRÈS LA DÉPENSE DANS UN CONTEXTE FRANCO-SUISSE

Le régime suisse d'imposition d'après la dépense, communément appelé « forfait fiscal », est un sujet qui suscite depuis toujours de nombreux débats aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Les relations franco-suisses ne font pas exception.

Elles ont particulièrement évolué au cours de ces dernières années, ce qui amène certains à s'interroger sur la situation fiscale actuelle des ressortissants français imposés d'après la dépense en Suisse.

Le forfait fiscal : un mode d'imposition spécifique

Pour rappel, le forfait fiscal permet aux ressortissants étrangers résidants en Suisse sans y exercer d'activité lucrative de se voir imposer sur la base de leur dépenses pour assurer leur train de vie (montant forfaitaire).

Ainsi, il s'agit d'un mode de calcul spécifique du revenu et de la fortune qui remplace l'imposition ordinaire du contribuable.

Toutefois, l'assiette minimum relative au train de vie du contribuable ne saurait être inférieur à certains seuils fixés par le législateur.

Forfaitaires français: quand la CDI n'est (presque) daucun secours

Dans certains cas, il arrive qu'un contribuable se voit assujetti de manière illimitée dans plusieurs Etats en raison des critères de rattachement de ces derniers. Le cas échéant, afin de déterminer un lieu de résidence fiscale unique, il convient de se référer à la convention fiscale conclue entre ces deux Etats.

Cette problématique est traitée à l'article 4 de la Convention entre la Suisse et la France signée le 9 septembre 1966 en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales.

En règle générale, une personne est considérée comme résidente de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent, c'est-à-dire du lieu où se trouve le centre de ses intérêts vitaux.

Prenons le cas d'un ressortissant français, jeune entrepreneur à succès dans le domaine des nouvelles technologies qui a décidé de quitter Paris (tout en y conservant son entreprise florissante) pour venir s'établir paisiblement au forfait sur les rives du lac Léman avec son épouse et leurs enfants.

Notre charmant contribuable, accueilli à bras ouvert par sa nouvelle commune de domicile en Suisse, risque également d'être considéré comme résident fiscal français en raison, notamment, du centre de ses intérêts économiques en France.

Conformément à la CDI conclue entre la Suisse et la France, notre contribuable devrait être considéré comme un résident suisse en raison du centre de ses intérêts vitaux en Suisse.

Toutefois, la convention conclue entre la Suisse et la France prévoit qu'une personne physique imposée sur une base forfaitaire déterminée d'après la valeur locative de la ou des résidences qu'elle possède sur le territoire de cet Etat ne peut être considérée comme un résident de cet Etat.

Historiquement, les contribuables suisses titulaires d'un forfait fiscal majoré de 30%, pouvaient bénéficier de l'application de la Convention, et être considérés comme résidents fiscaux suisses au sens de cette convention. Ceci résultait d'un accord amiable conclu entre nos deux pays.

Cet accord a été dénoncé unilatéralement par la France en 2012.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2013, du point de vue des autorités fiscales françaises, les personnes imposées au forfait en suisse qui remplissent l'un des trois critères alternatifs de détermination de la résidence fiscale française (foyer/lieu de séjour principal, activité professionnelle, centre des intérêts économiques), sont également imposables en France sur leurs revenus mondiaux.

Les tribunaux français confirment régulièrement cette exclusion, comme l'illustre une décision de la Cour administrative de Paris en date du 24 juin 2020 (n°19PA02886).

L'assistance administrative internationale en matière fiscale: un outil de choix pour le fisc français.

Pour vérifier la résidence fiscale des personnes physiques, les autorités peuvent demander des informations à l'autre Etat sur la base de l'assistance administrative internationale.

Dans un arrêt retentissant datant du 1er février 2019 (2C 625/2018), le Tribunal fédéral a confirmé que la communication du mode d'imposition du contribuable suisse (rôle ordinaire ou forfait) était une information vraisemblablement pertinente pour clarifier la résidence fiscale d'une personne.

Cette décision fragilise d'avantage la situation des forfaiteurs qui entretiennent des liens étroits avec la France. En effet, il ne subsiste que très peu de doute quant à l'utilisation de cette information par le fisc français.

Elle offre par ailleurs un nouveau regard pour les relations fiscales franco-suisses.

Nos conseillers spécialisés en fiscalité franco-suisse accompagnent les contribuables potentiellement concernés, afin de déterminer l'étendue de leurs obligations fiscales dans chacun des pays, et mettre en place des solutions sur-mesure pour limiter les risques éventuels de double imposition.

Jordan TURLO
Expert fiscal diplômé,
Head of Tax
jordan.turlo@fige.ch

Sarah MERIGUET
Senior Account Manager,
Legal & Tax
sarah.meriguet@fige.ch

SWISS INDEPENDENT PORTFOLIO MANAGERS AND TRUSTEES: UPDATE ON FINMA AUTHORIZATIONS

According to the official statistics on the mandatory notification with FINMA, that was due for the 30th of June 2020, about 2'200 portfolio managers and trustees will apply for an authorization by end of 2022:

- 34% French speaking area of Switzerland
- 55% German speaking area of Switzerland
- 11% Italian speaking area of Switzerland

Four supervisory organisations are now operational: So-Fit (Geneva) and FINcontrol (Zug) in addition to OSFIN (Neuchâtel) and OSIF (Geneva), and one more candidate is waiting for approval.

In addition, portfolio managers must be affiliated to an ombudsman recognised by the Federal Finance Department by 24 December 2020.

A risk based approach will be applied by FINMA for assessing and authorizing the applicant considering:

- Type, number and domicile of clients
- Assets under management
- Investment strategy and financial products
- Number and types of services offered

The main assessment criteria for FINMA are:

- Suitability of the services offered
- Cross-Border risks
- AML and compliance policies
- Behaviour on financial markets

FINMA officials have confirmed during recent seminars that outsourcing of compliance tasks will be accepted. This is a positive sign for those professionals concerned by the complexity of new compliance standards, as they will be able to rely on external support.

FIDINAM (GENEVE) SA has a dedicated team of advisors, ready to assist independent portfolio managers with:

- Drafting and implementation of the internal AML procedures and affiliation with a supervisory organization (set-up internal processes, drafting of compliance manuals, company activity summary, etc.)
- Set-up and monitoring of the FINMA portal access
- Adapting the relevant documents to comply with the requirements of the supervisory organization
- Preparation and submission of the FINMA authorization

SEYCHELLES: COMPANIES MUST NOW KEEP ACCOUNTING RECORDS IN THE JURISDICTION

The Seychelles government is to introduce further anti-money laundering reforms.

A new Bill will require Seychelles-registered companies to keep their accounting records within the country and disclose them on request to competent authorities.

The amendments aim to have the country removed from the EU's list of non-cooperative jurisdictions by February 2021.

BAHAMAS: ADDITIONAL BENEFICIAL OWNERSHIP MEASURES

The latest amendment of the Register of Beneficial Ownership Act will bring segregated accounts companies (SACs) and non-profit organisations limited by shares under the Act's explicit scope.

SACs hold separate accounts containing assets belonging to third-party owners who are not necessarily the beneficial shareholders of the company.

This unusual structure, able to operate without a registered agent in the Bahamas and thereby avoiding beneficial ownership requirements, caused FATF to take the view that SACs are a weakness in the Bahamas' AML regime, contravening its key recommendation that no person is able to hide their identity through the use of a Bahamian entity.

CAYMAN ISLANDS: COMPANIES REGISTERS OPEN TO PUBLIC INSPECTION

Following recent changes to Cayman Islands law, the Register of Companies and Register of Limited Liability Companies ("LLCs") are open to inspection for a fee (US\$61) from 1 October 2020.

The following information shall be publicly searchable:

- Name of the company
- Location of the company's registered office in the Cayman Islands
- Authorised capital (including par value details)
- Name and address of initial subscriber(s) and number of shares taken by the subscriber(s)
- Date of execution and filing of the Memorandum of Association
- The company number allocated by the Registrar of Companies
- The nature of business
- The date of the financial year end

It is important to note that only the initial shareholders or, in the case of LLCs, members will be detailed in the register and there will be no ongoing obligation to update this information once the company or LLC has been registered.

Any search does not therefore provide access to any shareholders or members to whom shares or membership interests are transferred after the initial formation of the company or LLC.

Caroline RAPHOZ
Managing Director, TEP
caroline.raphoz@fige.ch

Simon CHAPPATTE
Deputy Managing Director, TEP
simon.chappatte@fige.ch

Tatiana GAIVAS
Senior Relationship Manager, TEP
tatiana.gaivas@fige.ch

FIDINAM (GENEVE) SA

Avenue Blanc 53
PO Box 1475
CH-1211 Genève 1
www.fige.ch

While the information in the above summary has been prepared in good faith and with due care, no representation or warranties are made (express or implied) as to the accuracy, currency, completeness, suitability or otherwise of such information. Figures, calculations and other information have been provided by third parties and have not been independently verified. Users should not rely on any information contained in the summary and must make their own enquiries to verify and satisfy themselves of all aspects of such information. Fidinam, its clients, officers, employees, subcontractors and agents shall not be liable (except to the extent that liability under statute or by operation of law cannot be excluded) to any person for loss, liability, damage or expense arising from or connected in any way with any use of or reliance on such information.